



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

16-05-2016

Brader Renault, c'est ça l'intérêt national ?

Si les médias ont fait grand bruit autour du vote des actionnaires refusant le salaire scandaleux du PDG (vote sans suite car purement consultatif), ils ont passé sous silence une autre décision autrement plus grave : celle qui prive Renault actionnaire majoritaire de Nissan d'intervenir sur certaines décisions de sa filiale. **Du jamais vu.** Ce qui fait dire au cabinet Proxinvest « Renault renonce à son droit de contrôle sur Nissan », opinion largement partagée. L'Etat (20% du capital, droit de vote double) a laissé faire sans dire un mot.

Cela n'a pas traîné.

A peine ce vote terminé, C. Ghosn, PDG de Renault et de Nissan, annonce que Nissan prend 34% du capital de Mitsubishi pour 1,9 milliards d'euros, il va nommer un tiers des administrateurs et son dirigeant. En fait une prise de contrôle total d'un constructeur de 1,2 millions de véhicules par an.

Cela renforce le poids de Nissan dans l'alliance entre les deux constructeurs. Qu'on en juge : Renault n'a produit en France que 553.000 véhicules en 2015 mais avec ses usines à l'étranger il en a produit 2,8 millions. Nissan en produit 5,4 millions. La capitalisation boursière, les profits sont aussi à l'avantage de Nissan.

A quand une OPA de Nissan sur Renault ? à quand l'arrêt de la production de voitures Renault en France ?

Exagération ? Entre 2004 et 2014 les effectifs en France sont passés de 76.183 à 45.000. Pour les mêmes dates l'usine de Sandouville (Seine Maritime) est passée de 5.300 à 2.200 salariés, celle de Flins (Yvelines) de 4753 à 2.500. Renault vient d'annoncer 600 millions d'investissement en Espagne pour un nouveau moteur, une nouvelle boîte de vitesse, un nouveau véhicule. La raison : la recherche du profit avec des salaires de 35.000 euros par an en Espagne, voire 11.000 en Roumanie avec des temps de travail supérieurs à ceux de France.

C. Ghosn gère avec l'aval du gouvernement socialiste, en bon serviteur du capitalisme. Depuis 30 ans, les gouvernements successifs – droite ou PS et ses alliés – ont organisé la casse industrielle, démantelé le secteur automobile pour satisfaire les exigences des multinationales. Aujourd'hui, le capital veut aller plus loin. Le gouvernement Hollande laisse brader Renault.

Il faut arrêter le bras des casseurs

Avec les salariés de Renault, avec tous ceux qui sont attachés à l'avenir industriel de la France, nous exigeons la renationalisation complète à 100%, de Renault fleuron de l'industrie française.